

L'énergie de demain, un choix de société et un choix spirituel

La question de l'énergie relève d'abord de la physique, puis de l'économie et enfin de la société.

L'apport du théologien à la réflexion concernant la question de l'énergie peut se concevoir de la manière suivante¹ : souligner le choix de société qui est impliqué dans la question de l'énergie de demain, ou plus précisément encore : montrer que ce choix de société revient en vérité à un choix spirituel, du fait qu'il y a là un enjeu dernier, autrement dit une dimension dernière. Vous connaissez peut-être la distinction faite par Dietrich Bonhoeffer (théologien allemand exécuté quelques jours avant la fin de la Seconde Guerre mondiale par le régime nazi) entre la réalité avant-dernière et la réalité dernière. Le sujet de l'énergie ressortit de toute évidence de la réalité avant-dernière. Mais de toute évidence aussi, en tout cas à la réflexion, dans et à travers cette réalité avant-dernière se joue quelque chose de dernier, d'ultime : dans et à travers ce qui relève de notre immanence se joue quelque chose qui est de l'ordre de la transcendance, c'est-à-dire de ce qui décide de notre vie et de notre mort. Pas seulement au plan physique mais égale-

¹ La présente contribution s'appuie sur plusieurs articles déjà publiés, en part. *Énergie nucléaire et choix de société*. Dans *Foi et Vie*, 1977/2-3, p. 11-37. *Dieu, l'homme et le problème de l'énergie*. Dans *Foi et Vie*, 1978/5, p. 3-16. *L'énergie nucléaire. Les Églises en Alsace interpellées et interpellant* (article rédigé au nom de la Commission de la nature des Églises protestantes d'Alsace). Dans *Nature menacée et responsabilité chrétienne*, Éd. Oberlin, Strasbourg, 1979, p. 13-34. *La crise des fondements de la civilisation moderne et la théologie*. Dans *Laval théol. et philo.*, 2010/2, p. 255-267.

ment au plan spirituel, en fait à tous les plans parmi lesquels le plan spirituel n'est pas simplement un plan particulier mais concerne la dimension précisément dernière de tous les plans, leur dimension de transcendance. Celle-ci, et donc la réalité dernière, est inhérente à la réalité avant-dernière et en ce sens à l'immanence comme sa dimension de profondeur.

I

Dans un premier temps, il importe de montrer que ce qui est en cause avec la question de l'énergie, c'est tout notre *système économique* dominant, et même toute la civilisation occidentale dont ce système économique est pour ainsi dire l'épine dorsale.

Notre système économique, c'est le capitalisme libéral qui instaure le productivisme et son implication : le consumérisme, en absolu, sans égard, jusqu'à il y a peu, pour le prix à payer non seulement au plan de l'environnement naturel mais également au plan de la justice et de la solidarité inter-humaines. Car l'économisme, l'idéologie économique qui domine la civilisation occidentale, conduit à l'exploitation de la nature et à l'enrichissement des uns et à l'appauvrissement des autres : cela est vrai à l'intérieur de nos pays dits développés et cela est encore plus vrai entre nos pays développés et les pays de l'hémisphère Sud. On a pu dire : « Nous récoltons aujourd'hui ce que nous avons semé il y a 30 ans. Et ce que nous semons aujourd'hui, nos enfants et leurs enfants le récolteront dans 30 ans ».

Ce système économique entraîne ainsi une double crise : la crise écologique, c'est-à-dire la destruction de l'environnement, et la crise sociale, de la justice sociale. Ces deux crises mettent en cause les fondements mêmes de notre civilisation occidentale marquée par l'économie libérale.

Mais celle-ci et donc notre système économique sont liés à l'approche scientifique du réel. Dans la crise de civilisation que nous vivons, ce sont les principes mêmes qui sont à la base des sciences qui sont remis en cause. Les sciences regardent le réel pour ainsi dire

avec des lunettes, et nous qui sommes façonnés par les sciences, nous regardons le réel avec les lunettes scientifiques. Or, ce regard scientifique sur le réel n'est pas un regard neutre. Il est, pouvons-nous dire simplement, un regard non de participation au réel mais de domination sur le réel ; il est un regard d'extériorité sur le réel. Le regard de la science, qui fonde notre système économique dominant tel qu'il conduit à la société productiviste-consumériste, a été défini par le philosophe français de la 1^{ère} moitié du XVII^e siècle, René Descartes, qui dit de l'homme qu'il est « le maître et le possesseur de la nature ». Cela est devenu l'adage pour caractériser l'époque moderne. Il faut ajouter que la modernité fonctionne sans recourir à « l'hypothèse Dieu » ; « l'oubli de Dieu » (Heidegger) est pour ainsi dire son enseigne. Dans la présente crise de civilisation qui est celle de la modernité et qui marque l'ébranlement des principes, des fondements de la modernité, celle-ci arrive à son aboutissement et donc à sa fin. Les fondements de la modernité s'avèrent incertains, bancals ; ils ont été opératoires, efficaces, mais leurs effets pervers apparaissent avec un poids tel qu'ils questionnent les principes qui sont à leur base.

Ce qui est fondamentalement remis en question, ce sont plusieurs choses :

- d'abord, la réduction de la nature à son objectivité quantifiable : la crise écologique avec son implication climatique est le signe – objectif, donc de fait – de la résistance de la nature à cette réduction, et elle en montre le prix à payer pour la nature, à savoir la détérioration de ses équilibres fondamentaux. Il s'agit là d'un véritable jugement immanent, selon la loi : « ce que l'être humain sème, il le moissonne » ;

- ensuite, l'exploitation de la nature par l'économie libérale (qui se définit comme n'ayant pas de compte à rendre vis-à-vis de la nature), comme conséquence de la réduction de la nature à son objectivité quantifiable et comme moteur de la crise écologique et climatique : le non-respect des équilibres fondamentaux de la nature a pour implication le non-respect de la solidarité humaine et, partant,

de l'équité et en ce sens de la justice entre les êtres humains et entre les peuples. L'humanité est livrée aux lois objectives du marché qu'elle a mises elle-même en place et par lesquelles elle s'aliène par rapport, outre au « sens de la nature », également au « sens de l'humanité » et donc à la conscience d'une part que l'économie est tributaire de la nature, d'autre part qu'elle est au service de l'humanité et non l'inverse ;

– enfin, le matérialisme triomphant de fait comme implication de l'économisme : il érige la loi du plus fort non seulement vis-à-vis de la nature méconnue dans son identité mais aussi au sein de l'humanité elle-même divisée entre les dominants, les suivants et les dominés, et il instaure ainsi le pouvoir de son idéologie ; sans justice, il est aussi sans réponse à la question du sens de ce monde et principalement de la vie humaine, oubliant que « l'être humain ne vit pas de pain seulement mais de toute parole qui sort de la bouche de Dieu ».

La crise de la modernité s'atteste dans les impasses ainsi caractérisées auxquelles la modernité conduit, mais la sortie de crise s'atteste également dans ce que ces impasses rappellent, à savoir : d'abord, l'irréductibilité de la nature, qui est certes cultivable mais non malléable et corvéable à merci, et qui demande donc à être respectée, eu égard au lien essentiel de participation de l'être humain à elle ; ensuite, l'unité de l'humanité, dans laquelle la dignité de chacun/e doit être respectée et ainsi la liberté, la justice et la solidarité doivent être servies au sein d'un même peuple et entre les peuples ; enfin, l'incompressibilité de la question du sens et donc ultimement de la quête de Dieu, au cœur de l'être humain.

II

Dans un deuxième temps, il paraît bon d'explicitier ce qui vient d'être dit, en référence à la *société consumériste*. C'est en effet elle la finalité du productivisme, lequel est de son côté consommateur d'énergie (nous avons là 3 données étroitement liées : consumérisme, productivisme, énergie).

Notons d'emblée l'ambivalence de la société consumériste. Préconisée par la plupart des grands partis politiques qui, par-delà leurs différences, ont un même cri de ralliement : croissance ! croissance !, la société consumériste comporte le meilleur et le pire. Le meilleur, c'est qu'elle répond aux besoins élémentaires de l'être humain et que, de plus, elle assure l'accès à un confort de vie jamais connu auparavant dans l'histoire humaine. Le pire, c'est que le meilleur se fait au prix du pire, à savoir, outre la détérioration de la nature dont il a déjà été parlé, l'inégalité entre les êtres humains et donc l'injustice sociale. Mais l'affirmation vaut dans un sens autre encore : le meilleur comporte lui-même la dimension du pire, pas d'un pire en dehors du meilleur mais du pire dans le meilleur. La théologienne allemande Dorothee Sölle a intitulé un de ses livres : « Mourir de ne manger que du pain ». Il y a là une allusion à la parole du Christ déjà citée : « L'être humain ne vit pas de pain seulement », mais également à une autre parole du même Christ : « Que servirait-il à l'être humain de gagner le monde entier s'il y perd son âme ? » La société consumériste, c'est la société du capitalisme consumériste, terme aujourd'hui utilisé pour ce qui dans la Bible juive et chrétienne est signifié par le veau d'or. Au nom de la liberté d'entreprendre, on institue la réussite, le gain, l'argent en absolu, autrement dit en idole, en acceptant que cela se fait sur des cimetières de vies cassées. Ce n'est certes pas l'argent qu'il faut démoniser, ni bien entendu la liberté d'entreprendre, pas davantage le développement. Mais on ne peut que constater que l'argent qui n'a pas de maître – ou dont chacun (cela peut être un être humain ou telle institution particulière) est le maître pour lui-même, en récusant par là qu'il a un maître autre que soi et que le vrai maître de l'argent, c'est ce que j'ai nommé la réalité dernière qui transcende la réalité avant-dernière –, l'argent qui n'a pas ce maître-là devient démoniaque, c'est-à-dire destructeur de l'humanité de soi-même, de la relation à autrui, de la relation à la nature, et en dernier ressort de la relation à Dieu. Ce qui est en jeu ici, c'est tout simplement, de manière toute élémentaire l'humanité de l'être humain, sa qualité d'être humain ; le défi, c'est que la société consumériste prenne conscience de sa pente vers l'inhumanité, vers

une nouvelle forme de barbarie (après les anciennes formes du barbarie qui ont marqué le XX^e siècle), vers sa qualité non seulement potentielle mais déjà bien réelle de Moloch. Qu'on ne se laisse pas endormir par la référence à l'humanisme. L'humanisme peut n'être que le paravent et ainsi l'alibi de la pire inhumanité. Ce n'est pas l'humanisme qui sauvera la société consumériste de ses démons ; il faut un Maître plus puissant que cela.

Nous avons déjà noté que la société consumériste met en question la *justice sociale*. Concernant celle-ci, nous savons bien qu'elle ne saurait être un égalitarisme social : les différences sont constitutives de l'humanité, et c'est justice de les respecter et, partant, de les assumer. Mais la justice sociale veut que les uns soient au service des autres et tous au service du bien commun. Déclinons cette affirmation en référence successivement aux pauvres et aux riches. Je précise que je me limite ici à la pauvreté et à la richesse matérielles.

Pour ce qui est des pauvres, prenons comme seul exemple le cas de la pauvreté liée au chômage forcé, alors que l'aptitude au travail demeure. Notre société n'a pas encore trouvé là l'accompagnement idoine, l'assistantat accordé dans ce cas n'étant certes pas rien mais n'étant qu'un cache-misère qui ne répond pas à la vocation donnée à tout être humain qui le peut de s'impliquer, de se construire, de concourir par le travail au bien commun comme le font par exemple les Compagnons d'Emmaüs. Quelle injustice sociale, au nom de quel principe de rentabilité fixé par l'État, que l'assistantat qui ne valorise pas les potentialités humaines des chômeurs et qui ne répond pas à des besoins – j'évoque ici des besoins collectifs – pourtant avérés au plan par exemple de la propreté et de l'entretien des espaces publics, de l'artisanat domestique, de l'entraide de proximité, sans réduire les besoins à ces quelques exemples.

Pour ce qui est des riches, partons du fait que, de même qu'il n'y a pas de honte à avoir à être pauvre, il n'y a pas de honte à être riche. Mais, de même qu'aux yeux de l'esprit de jugement, qui est une tentation commune, à la réalité de la pauvreté est liée facilement l'idée d'une sorte de démérite – et ce, la plupart du temps, de manière illégitime (pensons, pour faire vite, au livre de Job), et dans

les autres cas sans esprit de compassion et de façon non utile et en fait contre-productive –, de même la réalité de la richesse induit toujours à nouveau une suspicion de bien mal acquis : les scandales autour des « parapluies dorés » en sont un exemple particulièrement évident. Mais pas le seul : on peut mentionner encore en particulier les rémunérations de certaines professions, bien au-delà de tout ce que le bien commun peut justifier. La défaillance du politique en la matière est criante : il incombe au politique de fixer les règles du bien commun et de ne pas se laisser dicter de fait la loi par le système économique dominant. Mais cela dit, la société est constituée de riches et de pauvres, et l'exigence est celle de la justice sociale, au sens d'une justice de proportionnalité compensatoire (J. Rawls) ou d'une justice d'équité, comme elle est au cœur de la prédication prophétique, depuis celle des grands prophètes de l'Ancien Testament jusqu'à celle de Jésus et la poursuite de cette prédication dans le Coran. Rappelons-nous que, dans les sociétés se réclamant de l'humanisme juif, chrétien, musulman ou athée (un humanisme en tout état de cause de la transcendance, quelle que soit la compréhension de cette dernière), les riches payaient pour les pauvres, pour qu'eux aussi aient accès à une vie décente, la vocation des riches étant d'être les « intendants des pauvres » ; l'éthique sociale catholique et l'éthique sociale protestante dans leurs meilleures expressions l'ont toujours su. Aussi, si le politique, au nom du libéralisme économique favorise la dépravation de ce qui équitable, c'est un devoir tout simplement de citoyen de protester

– au nom de la liberté, contre la prise en otage d'une partie de la population par une autre ;

– au nom de l'égalité, contre ce qui apparaît être le règne de l'arbitraire ;

– au nom de la fraternité, contre ce qui sape la justice, la solidarité et la paix.

La société consumériste qui s'avère ainsi toujours à nouveau, malgré qu'elle en ait, contre-productive au plan de justice sociale, est également une menace pour la *sauvegarde de la création*. Je vais être

bref à ce propos. Nous redevenons aujourd'hui conscients du fait que la nature nous impose sa loi, toute sa loi, rien que sa loi. C'est ce que nous vivons, depuis les cataclysmes de la nature jusqu'à la problématique écologique, dans une conscience planétaire croissante. Le changement de mentalité réclamé apparaît de moins en moins comme une option facultative et de plus en plus comme une nécessité de survie. L'humanité apprend – nous apprenons – quand nécessité fait loi. La création nous rappelle notre maître à penser : le réel, rien que le réel, tout le réel, et dans et à travers le réel immanent la dimension de transcendance du réel. La création nous apprend ce que l'Ancien Testament appelle la crainte de Dieu. La crainte, ce n'est pas la peur, c'est même tout au contraire ce qui seul libère de la peur, de toutes les peurs. La crainte (en hébr. *jireath adonai*) c'est, au sens que ce terme a chez Simone Weil, l'attention, l'attention à la réalité dernière, l'attention dans la réalité avant-dernière, au Dieu vivant et qui donne la vie.

III

Nous avons parlé successivement (I) de notre système économique dominant comme expression caractéristique de la civilisation occidentale et moderne et nous avons évoqué la crise de celle-ci telle qu'elle apparaît avec la problématique écologique et la problématique de la justice sociale, et puis (II) de manière plus particulière de la société consumériste dans laquelle apparaissent les effets pervers de notre système économique, tant au plan écologique qu'à celui de la justice sociale. Il faut maintenant, dans un dernier temps (III) aborder de front la *question de l'énergie* dont nous savons, pour ce qui est de l'énergie nucléaire, les termes nouveaux dans lesquels cette question se pose après Tchernobyl et Fukushima : il est évident pour la grande majorité qu'il faudra trouver une solution de rechange, même si pour les uns c'est seulement à plus long terme alors que pour les autres c'est à court et à moyen terme ; mais pour les uns et les autres la sortie du nucléaire apparaît comme inéluctable tout comme apparaît inéluctable le prix que les générations

futures auront à payer pour le choix nucléaire que nos générations actuelles ont fait.

Je me contente à ce propos de quelques remarques essentielles.

1. Le choix nucléaire (de l'utilisation pacifique de l'atome) est un fait qui marquera, tant par les catastrophes nucléaires, par les déchets nucléaires et par les effets sur la santé de la nature et de l'humanité, toute la suite de l'histoire. Il a apporté de grands bienfaits aux générations actuelles, il comporte également un prix à payer que ceux qui ont à le supporter déjà maintenant et que ceux qui auront encore à le supporter, nos enfants et petits-enfants pendant de longues générations, trouvent et trouveront très lourd. Il représente sous ce rapport (du prix à payer) un destin tragique inscrit désormais dans l'histoire de notre terre et de l'humanité.

2. La solution de rechange à trouver ressortit d'un véritable choix de société, tant elle implique le passage du système économique dominant à l'époque contemporaine – système marqué par la domination du quantitatif et donc de la catégorie de la quantité – vers un nouveau système économique où le quantitatif sera relégué en 2^e position, après le qualitatif, et donc la catégorie de la quantité sera subordonnée à celle de la qualité. Cela est déjà devenu clair : ce changement n'est pas une option facultative mais une nécessité dictée par le réel lui-même. Cette nécessité peut se décliner selon ses principaux aspects sous la forme de plusieurs exigences fondamentales qui sont autant d'orientations essentielles à considérer².

– *L'exigence écologique* : Nous en avons déjà parlé.

– *L'exigence anthropologique*, c'est-à-dire ce qui a trait à la dignité de l'être humain (voir ci-dessus).

– Il en découle *deux exigences morales*, l'une concernant la relation de l'être humain avec ses semblables, l'autre sa relation avec les choses.

Le besoin d'une éthique sociale : il en a été parlé. Et puis

² Voir à ce propos, pour plus de développements, notre article *Dieu, l'homme et le problème de l'énergie*, p. 13ss.

Le besoin d'une éthique économique : là aussi, l'essentiel a été esquissé.

– *L'exigence politique* enfin : c'est l'exigence de réaliser de manière globale la solution de rechange, dont les exigences essentielles ont été esquissées. Il importe ici de faire œuvre de civilisation en faisant passer dans la civilisation moderne la solution de rechange élaborée au nom de considérations spirituelles. Il s'agit ici, tout en acceptant et en développant les tendances vraiment positives de la civilisation moderne, de venir à bout des forces négatives, dont les effets sont beaucoup plus importants. Il s'agit par conséquent de « surmonter » la civilisation actuelle, il s'agit de sa « récapitulation » dans un nouveau style de vie (surmonter compris de trois façons, comme négation de ce qui est négatif, assomption de ce qui est positif et accomplissement de ce qui est attendu et entrevu dans la solution de rechange). L'engagement politique doit se faire dans le dialogue. Il exige du réalisme, une vision prophétique des choses et le courage de réaliser ce qui est possible. Bien compris, il est une façon de témoignage chrétien (et ecclésial) et un service diaconal. Ce ne sera jamais que du travail partiel. Comme tout engagement humain envisagé dans la perspective de la foi, il est soumis au jugement et à la promesse de Dieu.

3. Les Églises chrétiennes sont partie prenante du choix de société tel qu'il vient d'être défini. Cela implique de leur part de définir une démarche à suivre. En même temps elles peuvent être sollicitées à se positionner à ce propos. Cela implique une affirmation de fond, d'ordre théologique.

– Concernant la *démarche*, l'Église n'ayant pas de réponse toute faite à proposer, c'est sa vocation de suivre un chemin et d'appeler à prendre un chemin. Sur ce chemin seulement on pourra trouver une réponse ou plus exactement des réponses partielles. Mais celles-ci tout en étant limitées et sujettes à erreur seront transparentes pour la vraie réponse et par conséquent elles tendront vers le bien véritable.

Le chemin est celui du dialogue avec tous ceux qui se sentent concernés par le problème de l'énergie, c'est-à-dire avec tous ceux qui répondent à l'appel à dialoguer. Comme le problème de l'énergie concerne chacun de nous il faut proposer et mener le dialogue à tous les niveaux.

Cela veut dire que l'Église doit intervenir pour que s'établisse le dialogue général, la démocratie vécue qui concerne tout le monde. On mettra volontiers en doute que la voie de la démocratie politique puisse mener à une solution de rechange. C'est vrai que les peuples aussi, la masse, la démocratie aussi peuvent se tromper. Mais une question comme celle de l'énergie engage le bien-être présent et à venir de toute la population et à vrai dire de l'humanité toute entière. Ce n'est pas aux seuls « experts » d'y répondre pour l'ensemble. Dans une démocratie le risque de faire de mauvais choix n'est sûrement pas plus grand que dans une technocratie. En tout cas on peut dire en agissant de manière démocratique : le peuple a ce qu'il a voulu ! La démocratie vécue exige de la part de tous le sens des responsabilités. Elle a aussi et précisément dans le cas d'une mauvaise orientation éventuelle une valeur éducative pour toute la population. L'Église doit dénoncer et condamner tous les procédés de la part de l'appareil économique pour circonvenir la démocratie. Car c'est la seule manière possible de dénoncer les dieux ou puissances de la machine économique et de faire valoir l'affirmation théologique proprement dite.

– Concernant *l'affirmation théologique de fond*, étant entendu que l'Église a à apporter sa contribution propre au dialogue, elle suppose, pour pouvoir être « audible » et donc éclairante, que dans le dialogue on cherche d'abord à expliquer tout ce qui concerne globalement les aspects techniques du problème et tout ce qui en résulte, en relation avec l'image que l'on se fait du monde et de l'être humain. Pour cela on fera appel à ce qu'il est convenu de dénommer le bon sens, c'est-à-dire la « sagesse » que les participants ont acquise par expérience personnelle. Mais de plus, l'Église a à rendre compte de la pertinence de son affirmation de foi mono-

théiste, et ce en relation critique avec les deux autres religions monothéistes, à savoir le judaïsme et l'islam, face à ce choix de société. En effet, quelles que soient les différences de compréhension de la confession rendue au Dieu un et unique entre les trois religions monothéistes, elles ne suppriment pas la portée existentielle personnelle mais aussi « politique » ou générale de cette confession de foi. Confesser ce Dieu, c'est détrôner toutes les idoles, personnelles et collectives ; c'est nommer ce qui, prétendant être Dieu, ne l'est pas mais est, de par cette prétention, proprement destructeur, démoniaque : au plan personnel (destructeur) de soi, de sa relation à d'autres, à l'environnement, à Dieu ; au plan collectif (destructeur) de la vérité, de l'équité, de la solidarité entre humains et avec la nature, bref du sens des êtres et des choses et ainsi de leur salut, de leur accomplissement.

Je me contente d'explicitier la portée de la confession de foi monothéiste au plan collectif. Nous avons parlé des puissances idolâtres qui dominent notre civilisation, centralement l'économie libérale du profit qui, au nom de la liberté d'entreprendre qui est absolutisée, engendre l'inégalité, l'injustice et l'exploitation de la nature, et cela, comme déjà dit, non seulement à l'intérieur de l'hémisphère Nord mais aussi par rapport à l'hémisphère Sud. Les dieux de notre monde, nous l'avons dit, ce sont les idoles argent, succès, égoïsme. Nos pays ont besoin de la prédication du Dieu unique, à cause de la portée salutaire, constructive, de la confession de foi monothéiste, par rapport à la portée destructrice, démoniaque, de l'idolâtrie, et cela au plan économique, social, écologique, politique, juridique...

Conclusion

Le temps de crise et, partant, de décision que vit la société actuelle fait apparaître la question de l'énergie comme comportant une dimension dernière : le choix de société comporte un choix spirituel, et ceci au ras du réel. L'interpellation spirituelle ne vient pas tant de l'extérieur, dans le sens de la théologie classique ou sco-

lastique, qui est une théologie de l'extériorité, une théologie qui est plaquée de l'extérieur sur le réel, mais elle vient de la conscience, ou du moins du pressentiment, de l'inhérence de Dieu au réel, de l'intériorité donc de Dieu aux êtres et aux choses et donc au sens de la transcendance qui n'est pas au-dessus ou en dehors de l'immanence mais qui est la transcendance de l'immanence, ouvrant l'immanence à partir d'elle-même au-delà d'elle, l'ouvrant à partir d'elle-même au-delà de sa réalité à sa vérité.

La conclusion tient en un mot : Courage. Ce n'est pas un appel au courage, c'est une invitation à l'accueillir. Le courage est de l'ordre du don. L'appel est d'aller à la source du courage, qui est aussi la source de la force, la source de la confiance, la source de la joie.

Cette source, dit la Bible, se trouve non au loin mais au ras du réel, « près de toi, dans ta bouche et dans ton cœur » (Deutéronome 30, 11ss).

Gérard Siegwalt

Gérard Siegwalt est ancien professeur de dogmatique à la Faculté de Théologie protestante de Strasbourg.